

«Tout est bloqué par les négociations sur le Brexit»

L'Europe restera fermée aux banques suisses durant longtemps, craint l'un de leurs représentants

Pierre-Alexandre Sallier

Après la mise au ban de la Bourse suisse, les relations tendues avec l'Europe redeviennent-elles le dossier clef pour les banques en 2018?

Le problème a en réalité ressurgi depuis le lancement des négociations sur le Brexit (*ndlr: la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, votée par les Britanniques le 23 juin 2016*). Tout est devenu plus compliqué: la Commission européenne ne veut octroyer aucune concession à un pays extérieur à l'Union - par exemple la Suisse - qui pourrait être utilisé par la suite par le Royaume-Uni dans la négociation.

Les choses peuvent-elles bouger ces prochains mois?

Malheureusement 2018 va rester une année de tensions, je ne vois pas Bruxelles acter une quelconque décision en la matière. Le calendrier en Suisse est tout aussi bloqué. Tout tient au lancement par l'UDC de son initiative sur la limitation de l'immigration, dont les effets collatéraux seront la remise en cause par Bruxelles de tous ses accords bilatéraux avec la Suisse. Or même si cette initiative était lancée aujourd'hui, le vote sur le sujet n'interviendrait pas avant 2022...

Comment les banques gèrent-elles, au jour le jour, ces temps difficiles?

Cela fait près de dix ans que cette incertitude existe, et les établissements de notre association qui le

peuvent ont été obligés d'ouvrir des filiales à Luxembourg ou dans les pays voisins pour continuer de vendre leurs fonds - ou proposer des services de gestion de patrimoine. Alors qu'aucun n'a jamais souhaité en passer par là. Pourtant, la réalité est là: en dix ans, le nombre de leurs employés à l'étranger a doublé - passant de 1250 à 2500 collaborateurs environ. Dans le même temps, leurs effectifs en Suisse n'ont progressé que de 15%.

La réalité demeure: une majorité d'électeurs suisses ne veut pas entendre parler d'Europe. Quelle attitude doivent adopter les banquiers?

Le sujet des relations avec l'Europe énerve une bonne partie de la population. Quelle que soit la réalité politique, les banques privées n'ont qu'une seule requête: que soit acté, une fois pour toutes, si le pays continue, ou non, sur la voie de relations bilatérales avec l'Union européenne. Afin de ne plus continuer à tourner en rond. Si l'option du maintien de ces bilatérales devait être retenue, nous ferions confiance à nos diplomates pour en amoindrir les nuisances. Il faut que des décisions quant à l'équivalence du traitement accordé aux produits et aux services suisses en Europe puissent être prises. Malheureusement je n'en vois pas beaucoup se débloquent cette année.



Jan Langlo
Directeur de
l'Association de
Banques Privées
Suisses